

LES CHARGES PAYSANNES AU XVIII^{ème}

Sur l'ensemble de la paysannerie pesait le double fardeau seigneurial et royal. Parmi les impôts royaux, la taille, impôt direct établi sur l'estimation approximative des revenus des roturiers, était essentiellement paysanne : noblesse et clergé ne la payaient pas ; quant à la bourgeoisie , elle ne versait pas toujours une part à la mesure de ses moyens.

La "capitation" (impôt par tête) instituée en 1695, et le "dixième" (du revenu) institué en 1710 , devenu le "vingtième" en 1749, qui devaient supprimer le privilège fiscal, ne furent en réalité que de simples suppléments à la taille et donc retombèrent sur les paysans.

La corvée des routes ou " grands chemins" , généralisée en 1738, pesait sur eux seuls, même lorsqu'elle fût remplacée en 1787 par un impôt.

De même, la milice, dont le recrutement s'opérait par un tirage au sort pour compléter les régiments volontaires et le logement des gens de guerre pesaient également sur les paysans.

Dans ces conditions, l'existence quotidienne était pour le moins précaire pour une large majorité de paysans.

Tous les prélèvements effectués, il restait en moyenne aux métayers le tiers de leurs revenus, moins de la moitié aux petits propriétaires, c'est à dire en année normale, le pain quotidien, en mauvaise année, la disette.

On comprend la grogne du paysan à constater que les prélèvements ne changeaient pas, que l'année fût bonne ou non, et plus encore lorsqu'il devait acheter au prix fort le grain livré gratuitement quelques mois plus tôt.

Ces dures conditions d'existence débouchaient sur la faim et la mendicité. La conséquence en sera le procès de la seigneurie par la communauté villageoise, prémisse de la Révolution.

